



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de  
l'environnement, de  
l'aménagement et du logement

Unité Territoriale de Lille  
44, rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE CEDEX

Affaire suivie par :

Maxence TERNOY

Tél : 03 20 40 54 59

Fax : 03 20 40 54 67

**RAPPORT DE L'INSPECTION**

**DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**au CODERST**

Lille, le **17 JAN. 2013**

**REF :** CVE\_VALNOR\_HALLUIN\_RapCODERST\_AM03082010\_702401\_09012013.odt

**N°S3IC :** 702401

**Type d'établissement :** IPPC/A/PN

**Objet :** Rapport au CODERST sur la proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire de modification de prescriptions

**PJ :** Projet d'arrêté préfectoral

**Sommaire**

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ÉTABLISSEMENT.....	2
2. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ.....	2
3. OBJET DE LA DEMANDE.....	2
3.1. Mise à jour des rubriques des activités autorisées.....	2
3.2. Arrêté ministériel du 03 août 2010 modifiant l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002....	3
3.3. Arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.....	4
4. AVIS DU SERVICE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES.....	4
5. CONCLUSION.....	4

## **1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ÉTABLISSEMENT**

- Raison sociale : SASU VEOLIA PROPLETE VALNOR
- Adresse du siège social : 18/20 rue Henri Rivière -Le Trident-  
76171 ROUEN Cedex 1
- Nom de l'établissement : VALNOR - CVE ANTARES
- Adresse de l'établissement : RD 191 – BP 302  
59433 HALLUIN Cedex
- Activité : Usine d'incinération de déchets non dangereux

## **2. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ**

L'usine d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) d'Halluin a été conçue et construite pour incinérer avec récupération d'énergie, les ordures ménagères provenant de la Communauté Urbaine de Lille. Elle a été dimensionnée pour incinérer 350 000 tonnes d'ordures ménagères par an dans 3 fours à grilles d'une capacité unitaire de 14,5 t/h.

Elle relève du régime de l'autorisation pour les activités suivantes :

- 2771 : installations de traitement thermique de déchets non dangereux ;
- 2791 : Installation de traitement de déchets non dangereux (cisaille rotative) ;
- 1450 : stockage de charbon actif.

Ses activités sont autorisées par arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 complété principalement par l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juin 2006.

L'exploitation est confiée à Valnor par délégation de service public, filiale de Véolia Propreté, exploitant au titre de la législation des installations classées.

Cette installation est un centre de valorisation énergétique (CVE) : le déchet y est traité comme un combustible produisant de la chaleur elle-même transformée en électricité. La chaleur des fours alimente des chaudières couplées à des turbo-alternateurs.

Le CVE ANTARES en chiffres :

- Mise en service : 15 décembre 2000 ;
- Capacité de traitement : 350 000 t/an ;
- Mâchefers : 107 500 t/an ;
- REFIOM : 13 600 t/an ;
- Dimensions : (L) 170 x (l) 100 x (h) 40 m ;
- 3 lignes de fours - chaudières - traitement des fumées ;
- 2 turbo-alternateurs de 16 MW ;
- Production d'électricité : 150 000 MW/an.

Le site bénéficie en outre de la certification ISO 14001.

## **3. OBJET DE LA DEMANDE**

### **3.1. Mise à jour des rubriques des activités autorisées**

Le changement de la nomenclature des installations classées introduit par le décret 2010-369 du 13 avril 2010 a remplacé notamment :

- la rubrique 322 B4 (incinération d'ordures ménagères) par la rubrique 2771 (Installation de traitement thermique de déchets non dangereux) ;
- la rubrique 322 B1 (broyage d'ordures ménagères) par la rubrique 2791 (Installation de traitement de

déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;

- la rubrique 322 A (station de transit d'ordures ménagères) par la rubrique 2716 (installation de transit, regroupement, tri de déchets non dangereux) sous le régime de la déclaration ou de l'autorisation selon le volume stocké.

L'exploitant, par courrier du 7 avril 2011, a sollicité le bénéfice des droits acquis pour les rubriques 2771, 2791, 2716 et 2718 pour des seuils à autorisation. Les rubriques 2771 et 2791 concernent respectivement l'installation d'incinération et l'installation de cisailage des encombrants dont le volume journalier broyé (100 t/j) justifie le seuil d'autorisation (10 t/j mini).

Les rubriques 2716 et 2718 concernent les installations de transit, tri, regroupement respectivement de déchets non dangereux et déchets dangereux. L'exploitant justifie le bénéfice de ces 2 rubriques au seuil d'autorisation par les faits :

- qu'il stocke des mâchefers produits par son installation (1500 m<sup>3</sup>),
- que transitent des résidus urbains fermentescibles à destination du CVO de Sequedin (400 m<sup>3</sup>),
- qu'il dispose d'une fosse de stockage de déchets pour alimenter son installation d'incinération de 10000 m<sup>3</sup>,
- qu'il stocke des REFOM (déchets dangereux) produits par son installation (300t).

La circulaire du 24 décembre 2010<sup>1</sup> indique que les activités d'entreposage des déchets sur le site même de leur génération ne relèvent pas d'un classement sous les rubriques de transit/tri/regroupement.

En conséquence, les stockages de mâchefers et de REFOM produits par l'installation ainsi que la fosse de stockage ne doivent pas être classés sous une rubrique spécifique. Ces stockages sont néanmoins réglementés par des prescriptions dans l'arrêté préfectoral.

S'agissant des résidus urbains fermentescibles, ceux-ci doivent être classés au titre de l'activité de transit. Le volume étant de 400 m<sup>3</sup>, cette activité est soumise à déclaration.

Enfin, la fosse de stockage de déchets servant à alimenter les fours d'incinération appartient à l'installation d'incinération qui est classée sous une rubrique spécifique. Il n'y a donc pas lieu de la classer par ailleurs.

### **3.2. Arrêté ministériel du 03 août 2010 modifiant l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002**

L'arrêté ministériel du 03 août 2010 est venu modifier l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux. Il impose notamment aux installations nouvelles et aux installations existantes sous certains délais :

- la mesure en semi-continu des dioxines et furannes avec une obligation de disponibilité de l'appareil de mesure de plus de 85% du temps de fonctionnement de l'installation,
- la mesure en continu de l'ammoniac,
- des valeurs limites en moyenne journalière à l'émission sur les flux de polluants dans les rejets gazeux,
- la mesure de la performance énergétique des incinérateurs de déchets.

Le CVE ANTARES dispose déjà d'une mesure en semi-continu des dioxines et furannes encadrée par des prescriptions ainsi que de la mesure en continu de l'ammoniac. Par contre, les valeurs limites sur les flux de polluants dans les rejets gazeux n'ont pas été fixées. De même, la mesure de la performance énergétique n'a pas été prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Depuis 2000, l'exploitant dispose d'un retour d'expérience sur les performances en matière de rejets atmosphériques de son installation. Par ailleurs, l'établissement relève de la directive IPPC qui dispose que les valeurs limites d'émission (VLE) imposées à l'exploitant doivent refléter les performances de l'installation en appliquant les meilleurs techniques disponibles.

L'exploitant a donc proposé des valeurs de flux journalier basées sur la plus grande valeur enregistrée sur les dernières années sans pour autant avoir dépassé les VLE multipliée par le débit nominal. Concernant les flux pour les polluants mesurés de façon ponctuelle (métaux, dioxines), il est difficile de se baser sur les mesures réalisées 2 fois par an. En conséquence, les VLE en flux journalier sont égales à la VLE en

<sup>1</sup> relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets

concentration multipliée par le débit nominal de chaque ligne de l'installation.

S'agissant de la performance énergétique, l'opération de traitement des déchets par incinération peut être qualifiée d'opération de valorisation si la performance énergétique de l'installation est supérieure à 0,6 (installation autorisée antérieurement au 31/12/2008) sur la base des indications fixées à l'annexe IV de l'arrêté du 20 septembre 2002. En juillet 2011, l'exploitant a installé des compteurs énergétiques étalonnés sur les réchauffeurs d'air et les bâches alimentaires de chaudières qui permettent de mesurer cette performance. En 2011, la performance énergétique de l'installation s'établit à 0,67.

### **3.3. Arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux**

Les mâchefers sont des déchets issus de la combustion des déchets dans les incinérateurs. Dans la circulaire du 9 mai 1994, le Ministère avait défini des règles sur la valorisation des mâchefers. Des travaux ont été menés sur les critères de valorisation de ces mâchefers. A la suite notamment du Grenelle de l'Environnement, le Ministère a décidé d'établir des critères pour valoriser les déchets en technique routière indépendamment de leur nature. Le fruit de ce travail a été publié en mars 2011 par le SETRA. Les principes de ce guide méthodologique sont traduits dans l'arrêté ministériel précité spécifiquement pour les mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

L'arrêté s'applique à toutes les installations classées qui sont productrices ou détentrices de mâchefers et vient abroger la circulaire de 1994. Il définit la constitution des lots, les obligations de caractérisation du mâchefer, les conditions de mise en œuvre avec notamment la tenue d'un registre permettant une traçabilité des lots de leur production jusqu'à leur utilisation.

Le CVE ANTARES produit des mâchefers (de l'ordre de 107 500 t/an) qui sont traités par une installation de maturation et d'élaboration (IME) indépendante dûment autorisée (PREFERNORD à Fretin). Le traitement des mâchefers (valorisation ou élimination) est effectué par PREFERNORD. Un contrat lie le CVE avec PREFERNORD. Néanmoins, en terme de réglementation, les mâchefers demeurent des déchets, le producteur du déchet est donc responsable de son déchet jusqu'à son élimination. En conséquence, il doit assurer la traçabilité des déchets qu'il produit. De fait, les obligations de traçabilité imposées par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 incombe également au producteur du déchet bien qu'il remette ces déchets à un tiers.

L'arrêté préfectoral complémentaire reprend donc les obligations de traçabilité en imposant principalement :

- une convention entre le producteur (CVE ANTARES) et l'exploitant de l'IME définissant notamment les responsabilités de chacun, obligeant l'information du producteur en matière de qualité des mâchefers,
- la tenue d'un registre permettant de connaître la destination finale des lots et, en cas de valorisation, les coordonnées GPS des chantiers, les entreprises chargées de la maîtrise d'ouvrage des chantiers et de l'exécution des travaux.

## **4. AVIS DU SERVICE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Les modifications à apporter aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 02 juin 2006 résultent de modifications de la nomenclature des installations classées et d'arrêtés ministériels qui s'imposent aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux. Certaines prescriptions étaient déjà en application telle que la mesure des dioxines en semi-continu. L'exploitant mesure d'ailleurs, en plus, les PCB-DL. Le projet d'arrêté préfectoral a donc repris les prescriptions résultant des 2 arrêtés ministériels précités en adaptant ces dernières aux particularités locales (mesure des PCB-DL en plus des dioxines et furannes, obligation uniquement de traçabilité pour les mâchefers puisqu'ils sont traités par une exploitation tierce).

L'arrêté préfectoral prévoit également que les contrôles inopinés programmés par l'inspection des installations classées peuvent se substituer aux contrôles semestriels externes organisés par l'exploitant.

## **5. CONCLUSION**

Nous proposons aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui :

- met à jour les rubriques de la nomenclature pour les installations exploitées sur le site,

- modifie les prescriptions sur les indisponibilités en prenant en compte les dispositifs de mesure en semi-continu des dioxines et furannes,
- modifie les prescriptions sur les valeurs limites pour les rejets atmosphériques en introduisant des valeurs limites en flux et en prescrivant la mesure des PCB DL en même temps que les dioxines et furannes,
- prescrit l'évaluation de la performance énergétique de l'installation de manière annuelle,
- modifie la gestion des mâchefers conformément à l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 en améliorant la traçabilité de la filière.

L'inspecteur,



Maxence TERNOY

Vu et transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord - Pas-de-Calais - A l'attention de Monsieur le Chef du Service Risques.

Lille, le 07 JAN. 2013

Le Chef de l'Unité Territoriale de Lille,



Guy SARELS

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Département du Nord – DIPP - BICPE

Lille, le

23 JAN. 2013

P/Le Directeur et par délégation,

Le Chef du Service Risques,



F. BAUDOUIN



**CENTRE DE VALORISATION ENERGETIQUE  
VALNOR à HALLUIN**

**PROJET D'ARRETE PREFECTORAL  
COMPLEMENTAIRE**

---

**Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux;

**VU** l'arrêté ministériel du 03 août 2010 modifiant l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé;

**VU** l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 autorisant la SASU VEOLIA PROPRETE VALNOR – siège social : 18/20 rue Henri Rivière -Le Trident- 76171 ROUEN Cedex 1 – à exploiter un centre de valorisation énergétique de déchets sur le territoire de la commune de HALLUIN RD 191;

**VU** les différentes décisions préfectorales réglementant le fonctionnement des activités de la SASU VEOLIA PROPRETE VALNOR et notamment l'arrêté préfectoral du 02 juin 2006 imposant à la société VEOLIA PROPRETE VALNOR des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à HALLUIN ;

**VU** le rapport en date du                      de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé du service de l'inspection des installations classées pour la protection de l'Environnement;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de transposer les dispositions prévues par l'arrêté du 03 août 2010 susvisé dans les formes prévues par l'article L512-31 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de modifier les dispositions relatives à la gestion des mâchefers suite à la publication de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 susvisé;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRETE

### ARTICLE 1.<sup>er</sup>

La **SASU VEOLIA PROPLETE VALNOR** dont le siège social est situé 18/20 rue Henri Rivière -Le Trident- 76171 ROEUN Cedex 1 est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de son Centre de Valorisation Énergétique (C.V.E.) situé RD 191, HALLUIN (59433).

### ARTICLE 2.

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2006 modifié par l'arrêté préfectoral du 9 juin 2010 est abrogé et remplacé par les dispositions ci après :

Rubrique	Alinéa	A,E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2771		A	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	3 fours d'incinération de 14,5 t/h chacun				350 000	t/an
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Cisaille rotative de puissance 200 kW et de capacité de broyage de 30 000 tonnes soit 100 tonnes/jour	Capacité de traitement	10	t/j	100	t/j
1450	2-a	A	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques : 2. emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 1 t	Stockage de charbon actif	Quantité stockée	1	t	6	t
2716	2	DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³	Station de transit de déchets fermentescibles 65 000 t/an	Volume présent	100	m³	400	m³
2560	2	D	Métaux et alliages (travail mécanique des) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Atelier d'entretien	Puissance installée	50	kW	499	kW
1432	2-b	DC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³	Fioul domestique, cuve de 50 m³ Bio carburant, cuve de 15 m³ capacité équivalente C/5 = 13 m³	Capacité équivalente	10	m³	13	m³



Rubrique	Alinéa	A,E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
1435		NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant inférieure à 100 m³	Distribution de carburant : fioul domestique pour les chariots élévateurs diester 30 pour les camions	Volume annuel distribué		m³	5	m³
2910	A 2	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	2 Groupes électrogènes alimentés au fioul domestique 2 * 1,85 MW	Puissance installée	2	MW	3,7	MW
1611		NC	Acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, formique à plus de 50%, nitrique à plus de 20% mais à moins de 70% , phosphorique à plus de 10%, sulfurique à plus de 25%, anhydride phosphorique (emploi ou stockage de)	Stockage d'acide chlorhydrique	Quantité stockée		t	11,5	t
1630		NC	Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de)	Stockage de soude	Quantité stockée		t	52,5	t

A : installations soumises à autorisation,

D : installations soumises à déclaration,

DC : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement

NC : installations non classées.

### **ARTICLE 3. INDISPONIBILITÉ**

L'article 14.4.5 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2006 est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

«

#### **a) Indisponibilité des dispositifs de traitements**

Sans préjudice des dispositions de l'article 14.4.4, la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées, ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 14.4.2.1 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m<sup>3</sup>, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.

Les périodes de dépassement et la durée cumulée sont transmises à l'inspection des installations classées dans le rapport mensuel accompagnées des commentaires nécessaires sur leurs causes.

#### **b) Indisponibilité des dispositifs de mesure**

Dispositifs de mesure en semi-continu : sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en semi-continu des dioxines/furannes ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder cinq cent heures sans interruption.

Dispositifs de mesure en continu: le temps cumulé d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.

### **ARTICLE 4. VALEURS LIMITES POUR LES REJETS ATMOSPHERIQUES**

L'article 14.4.3 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2006 susvisé modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2010 est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

«

La vitesse ascendante des gaz rejetés à l'atmosphère, doit être au minimum égale à 12 m/s. La dilution des effluents est interdite.

Les effluents atmosphérique issus des fours d'incinération doivent respecter les valeurs limites de rejet suivantes :

Le débit nominal des fumées pour chaque ligne est de 80 000 Nm<sup>3</sup>/h.

Paramètres	Concentration [mg/m <sup>3</sup> ]			Flux maximal moyen journalier (kg/j) par ligne
	Concentration maximale en moyenne journalière	Concentration maximale en moyenne sur 1/2 h	Concentration maximale	
Poussières totale	10	30		10
CO	50	*		50
COT	10	20		9
HCl	10	60		8
HF	1	4		1,7
SO <sub>2</sub>	50	200		90
NO + NO <sub>2</sub> (exprimé en NO <sub>2</sub> )	80	400		140
Cd + Tl et leur composés			0,05	0,096
Hg (et ses composés)			0,05	0,096
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V			0,5	0,96
Dioxines et furannes et PCB DL			0,1 ng/m <sup>3</sup>	0,19 mg/j
NH <sub>3</sub>	30			35

\* Durant le fonctionnement, la concentration ne dépasse pas 150 mg/m<sup>3</sup> de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur 10 mn ou 100 mg/m<sup>3</sup> pour toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes sur 30 mn prises au cours d'une période de 24 h.

Ces valeurs correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec ;
- température 273 °K ;
- pression 1 013 KPa ;
- 11 % d'oxygène.

#### a) Métaux

La méthode de mesure utilisée pour les métaux est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de 8 h au maximum.

Les valeurs moyennes s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

#### b) Dioxines et furannes et PCB DL

Pour déterminer la concentration totale en dioxines et furannes comme la somme des concentrations en dioxines et furannes, il convient, avant de les additionner, de multiplier les concentrations massiques des dioxines et furannes énumérées ci-après par les facteurs d'équivalence suivant :

		Facteur d'équivalence toxique
2, 3, 7, 8	Tetrachlorodibenzodioxine (TCDD)	1
1, 2, 3, 7, 8	Pentachlorodibenzodioxine (PeCDD)	0,5
1, 2, 3, 4, 7, 8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1, 2, 3, 6, 7, 8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1, 2, 3, 7, 8, 9	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1

1, 2, 3, 4, 6, 7, 8	Heptachlorodibenzodioxine (HpCDD)	0,01
	Octachlorodibenzodioxine (OCDD)	0,001
2, 3, 7, 8	Tétrachlorodibenzofuranne (TCDF)	0,1
2, 3, 4, 7, 8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,5
1, 2, 3, 7, 8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,05
1, 2, 3, 4, 7, 8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1, 2, 3, 6, 7, 8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1, 2, 3, 7, 8, 9	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
2, 3, 4, 6, 7, 8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1, 2, 3, 4, 6, 7, 8	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
1, 2, 3, 4, 7, 8, 9	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
	Octachlorodibenzofuranne (OCDF)	0,001

Il en est de même pour les Polychlorobiphenyles Dioxine Like :

3,4,4',5	TeCB (81)	0,0003
3,3',4,4'	TeCB (77)	0,0001
3,3',4,4',5	PeCB (126)	0,1
3,3',4,4',5,5'	HxCB (169)	0,03
2,3,3',4,4'	PeCB (105)	0,00003
2,3,4,4',5	PeCB (114)	0,00003
2,3',4,4',5	PeCB (118)	0,00003
2',3,4,4',5	PeCB (123)	0,00003
2,3,3',4,4',5	HxCB (156)	0,00003
2,3,3',4,4',5'	HxCB (157)	0,00003
2,3',4,4',5,5'	HxCB (167)	0,00003
2,3,3',4,4',5,5'	HpCB (189)	0,00003

#### b-1 Mesures ponctuelles

La méthode de mesure utilisée pour les dioxines et furannes et PCB DL est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de 6 h au minimum et de 8 h au maximum.

#### b-2 Mesures en semi-continu

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de quatre semaines. Une durée de prélèvement inférieure peut être définie par l'arrêté d'autorisation, notamment lorsque la sensibilité du milieu récepteur le justifie.

La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyses des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme mentionné à l'article 14.4.6.

#### c) Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées au présent article pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;
- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies au présent article ;
- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), les dioxines et furannes et PCB DL ne dépasse les valeurs limites définies au présent article ;

- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites fixées au présent article I ;
- 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m<sup>3</sup> ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m<sup>3</sup>.

Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article 14.4.5 ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Les moyennes sur ½ h et les moyennes sur 10 min sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies au présent article :

- monoxyde carbone : 10 % ;
- dioxyde de soufre : 20 % ;
- dioxyde d'azote : 20 % ;
- poussières totales : 30 % ;
- carbone organique total : 30 % ;
- chlorure d'hydrogène : 40 % ;
- fluorure d'hydrogène : 40 % ;
- ammoniac : 40 %

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une ½ h n'aient dû être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

»

## **ARTICLE 5. SURVEILLANCE DES EMISSIONS**

Les arrêtés préfectoraux complémentaires du 17 juillet 2007 et du 16 novembre 2007 et l'article 14.4.6 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2006 sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

«

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ces émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants

atmosphériques, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Les normes nationales sont indiquées en annexe I a de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.

L'installation et le fonctionnement des équipements « de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux » sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850°C pendant 2 secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion.

La température des gaz à 2 secondes (T2s) doit être mesurée en continu.

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de la cheminée du four d'incinération selon les conditions minimales suivantes :

**Paramètres d'exploitation :**

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
Température	Continu + V	Oui
Oxygène (O <sub>2</sub> )	Continu + V	Oui
Monoxyde de carbone (CO)	Continu + V	Oui
Débit	Continu + V	Oui
Vapeur d'eau	Continu + V	Oui

**Polluants :**

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
-----------	-----------	----------------

Poussières	Continu + V	Oui
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	Continu + V	Oui
HCl	Continu + V	Oui
HF	Continu + V	Oui
SO <sub>2</sub>	Continu + V	Oui
NO <sub>x</sub>	Continu + V	Oui
Cd + Tl	V	
Hg	V	
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	V	
Dioxines et furannes et PCB DL	Mensuel + V	
NH <sub>3</sub>	Continu + V	Oui

V = vérification au moins 2 fois par an par un organisme accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe.

Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble de ces composés et des paramètres suivie en continu est réalisé tous les 3 mois.

Ces paramètres sont contrôlés conformément aux méthodes de mesure définies en annexe au présent arrêté préfectoral.

Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Les contrôles inopinés programmés par l'inspection des installations classées dans le cadre de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2006 peuvent se substituer aux contrôles semestriels externes organisés par l'exploitant.

#### **a) Disposition relative à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes et PCB DL.**

L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes et PCB DL. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie au présent article.

Un rapport présentant les résultats des mesures doit être adressé à l'Inspection des Installations Classées dans les trente jours suivant le dernier prélèvement accompagné de tout commentaire sur d'éventuels dépassements ou problèmes rencontrés.

Le rapport indique le flux émis correspondant et la concentration totale en dioxines et furannes. Cette dernière est calculée au moyen du concept d'équivalence présenté à l'article 14.4.3 b.

Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 14.4.3, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'article 14.4.3 paragraphe - b-1.

Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

»

## **ARTICLE 6. PERFORMANCE ENERGETIQUE**

L'opération de traitement des déchets par incinération peut être qualifiée d'opération de valorisation si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- la performance énergétique de l'installation est supérieure à 0,60 sur la base des indications fixées à l'annexe VI de l'arrêté du 20 septembre 2002 susvisé;
- l'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 24.6 ;
- l'exploitant met en place les moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique. Ces moyens de mesure font l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage défini sous la responsabilité de l'exploitant. La périodicité de vérification d'un même moyen de mesure est annuelle.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les résultats du programme de maintenance et d'étalonnage.

Les résultats de cette évaluation sont intégrés au rapport annuel d'activité mentionné à l'article 24.6 de l'arrêté préfectoral du 02 juin 2006 susvisé et présentés aux membres de la commission de suivi de site.

## **ARTICLE 7. GESTION DES MACHEFERS**

A compter du 01 juillet 2012, l'article 18 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juin 2006 est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

«

### **ARTICLE 18 MACHEFERS**

#### **a) Définitions**

**Mâchefer d'incinération de déchets non dangereux (MIDND)** : déchet provenant de l'extraction des matières solides en sortie du four.

**Lot périodique** : ensemble des MIDND produit sur une période de un mois.

**IME** : Installation de Maturation et d'Élaboration des MIDND.

#### **b) Stockage**

Le stockage tampon des mâchefers est limité à une semaine pour un tonnage maximal de 1500 t. Ils sont ensuite évacués par bennes fermées ou bâchées. Les bennes sont évacuées au fil de l'eau pour valorisation.

Aucun stockage définitif n'est autorisé sur site.

#### **c) Gestion**

Le gestion des mâchefers produits est confiée à une ou plusieurs installations de Maturation et d'Elaboration des MIDND (IME) dûment autorisées au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées et respectant les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

#### **d) Convention**

Une convention liant l'exploitant à l'IME à qui il confie l'élaboration et le recyclage des matériaux alternatifs et routiers issus de ses MIDND et une procédure de suivi de la qualité tout au long du



circuit commercial jusqu'au chantier doivent être mises en place afin de garantir et encadrer pour chacun des lots périodiques :

- les conditions et mode d'échantillonnage,
- la caractérisation;
- les conditions de recyclage;
- la mise en œuvre;
- la traçabilité.

L'exploitant est destinataire des résultats d'analyse des lots et doit les conserver de manière chronologique et par lot pendant une durée d'au moins 10 ans.

Lesdites convention et procédure de suivi de la qualité sont rédigées de telle sorte que l'exploitant puisse s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 susvisé. Elles comportent également les éléments relatifs aux responsabilités de chacune des parties.

Elles doivent être transmises à l'Inspection des Installations Classées.

#### **e) MIDND non valorisables.**

Les matériaux alternatifs ou routiers issus de MIDND qui ne satisfont pas aux critères de recyclage fixés l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011, sont éliminés selon les cas dans des installations de stockage permanents de déchets dangereux ou non dangereux dûment autorisés.

#### **f) Traçabilité**

Un bordereau de suivi de déchets reprenant les dispositions de l'arrêté ministériel du 29/07/2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux, doit être établi pour chaque livraison.

L'exploitant doit disposer au sein d'un registre , pour chacun des lots de MIDND valorisés, les informations suivantes :

- le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ;
- le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ;
- le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ;
- la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ;
- la quantité de matériau routier quittant l'IME ;
- la date de sortie de l'IME ;
- l'usage routier effectif ;
- le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier.

Pour les lots de MIDND non valorisables et éliminés :

- la référence des lots ;
- les résultats de la caractérisation;
- les quantités;
- le nom, l'adresse postale, le numéro SIRET et les références de l'autorisation préfectorale de l'installation en charge de l'élimination;
- le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'élimination ;
- la date de sortie de l'IME ;

Ce registre, qui peut être sous format informatique, est conservé pendant au moins dix ans et est tenu, sur le site du CVE, à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une synthèse de ce registre est intégrée au rapport annuel d'activité mentionné à l'article 24.6 et présentée aux membres de la commission de suivi de site;

»

#### **ARTICLE 8.**

Le tableau figurant à l'article 24.1 "échéances périodiques des transmissions à l'Inspection des Installations Classées" est remplacé par le tableau suivant :

Articles	Nature	Périodicité
14.4.2	Surveillance des rejets atmosphériques	Mensuelle
14.4.5	Temps de dépassements	
14.4.7	Surveillance environnement	Annuelle
15.5	Contrôle des niveaux sonores	1 <sup>er</sup> trimestre 2006 puis tous les 3 ans
16.5	Autosurveillance des déchets	Trimestrielle
24.4	Bilan de fonctionnement	Décennale
24.5	Information public	Annuelle
24.6	Rapport annuel	Annuelle avant le 31 mars

#### **ARTICLE 9.**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

#### **ARTICLE 10. DELAIS ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif (Article L514-6 du Code de l'Environnement). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision est notifiée.

#### **ARTICLE 11. NOTIFICATIONS**